

L'Allemagne et au-delà

Questionner les dynamiques nationales et
transnationales

Édité par

Agathe Bernier-Monod, Étienne Dubsloff,
Valérie Dubsloff et Élisabeth Goudin-Steinmann

Schriftenreihe des deutsch-französischen Historikerkomitees | 23

Franz Steiner Verlag

**Sonder-
druck**

2024

Sommaire/Inhaltsverzeichnis

JEAN-NOËL JEANNENEY

Préface 11

AGATHE BERNIER-MONOD / ÉTIENNE DUBSLAFF / VALÉRIE DUBSLAFF /

ÉLISA GOUDIN-STEINMANN

Introduction

*Hélène Miard-Delacroix. Un engagement en faveur de la recherche
franco-allemande* 15

Ouverture

L'histoire et le temps présent

ANDREAS WIRSCHING

Hélène Miard-Delacroix, die deutsch-französischen Beziehungen
und die *Forces profondes* in der Geschichte 37

EMMANUEL DROIT

Histoire du temps présent et temporalités historiques
Perspectives franco-allemandes ou les vertus du bilatéral 49

Première Partie

Singulière et plurielle : la question nationale en Allemagne après 1945

EVA GUIGO-PATZELT

Éviter toute fuite de données vers l'Ouest
Des chercheurs est-allemands acteurs d'une culture de la confidentialité 63



PAUL MAURICE

De Jürgen Kuczynski à Wolfgang Jonas

*Le « pape » de l'histoire économique est-allemande et son « dauphin » :
socialisation intellectuelle et reproduction sociale* 77

NICOLAS BATTEUX

Un chef « ferme et élégant »

*Helmut Schmidt, président du groupe parlementaire social-démocrate au cours
de la crise soixante-huitarde (1967–1969)* 91

SOPHIE BOUILLER

Au-delà des divergences partisans

La politique sociale du SPD dans les années 1980 103

NATHALIE LE BOUËDEC

« Un extrémiste de droite notoire ne peut pas rendre la justice en Allemagne »

*Mise en perspective historique des débats actuels autour de la loyauté
constitutionnelle des magistrats allemands* 113

Deuxième partie

Du national au transnational : surmonter les frontières

JULIKA BADSTIEBER-WALDT

Besatzung transnational?

*Überlegungen zu Grenzen und Chancen transnationaler Okkupationsforschung
am Beispiel der deutschen Besatzung in Frankreich im Zweiten Weltkrieg* 129

DIETMAR HÜSER

Abseits!

*Zum Scheitern einer sportpolitischen Europäisierung und Internationalisierung
der Saarfrage im Fußball 1949–1954/55* 143

REINER MARCOWITZ

Die Saarfrage nach dem Zweiten Weltkrieg

*Ausweis eines europäischen Strukturwandels und Modellfall
der deutsch-französischen Verständigung* 157

ANDREAS FICKERS

L'opportunisme situationnel

Auto-interrogation d'un historien sur son passé familial 169



JÉRÔME VAILLANT

La coopération transfrontalière franco-allemande, un nouvel élan
pour l'Europe ? 185

Troisième Partie

Les relations franco-allemandes : de l'inimitié à l'amitié

JÜRGEN DIERKES

Die leidenschaftlichen Debatten in Amiens über eine deutsch-französische
Städtepartnerschaft
*Ein Musterbeispiel für die konfliktbeladene Annäherung zwischen Westdeutschen
und Franzosen in den 1950er Jahren* 195

ANNA GVELESIANI

Les circulations des débats féministes des années 1971–1976 en France
et en Allemagne 207

NATALIE FRICKEL-POHL

Radioaktivität kennt keine Grenzen
Protest-Kulturtransfer in der Anti-Atomkraft-Bewegung 219

GUIDO THIEMEYER

Krisen in den deutsch-französischen Beziehungen und strukturelle Verflechtung
Anmerkungen zur aktuellen Diskussion 231

Quatrième Partie

Géopolitique et politique étrangère : l'Allemagne, l'Europe et le monde

LISE GALAND

État autoritaire, politique étrangère et espace public
Anciennes controverses et nouveaux éclairages sur l'Allemagne wilhelmienne 245

OLIVIER BAISEZ

Être ou ne pas être anéanti
Parler d'extermination au Reichstag (1871–1914) 257

JEAN-LOUIS GEORGET

Ce que la redécouverte de l'Afrique fait à l'histoire allemande
L'émergence d'une autre vision du monde 271



JOACHIM SCHOLTYSECK

Antalya an der italienischen Küste?

*Das Abkommen von Saint-Jean-de-Maurienne 1917 und die Kriegsziele der Entente
in Kleinasien während und nach dem Ende des Ersten Weltkrieges* 283

CLEMENS KRAUSS

Bernard Clappier

Ein französischer Spitzenbeamter im Einsatz für Europa 307

RAINER HUDEMANN

Transnationale Faktoren in der Großstadtentwicklung des 19. und 20. Jahrhunderts

Notizen zu einer Typologie 321

HANS STARK

La politique de défense de l'Allemagne

Talon d'Achille à l'ère de la Zeitenwende 333

Cinquième Partie

Clins d'œil

MANON BAUDRIER

Drôle de moment pour une rencontre, ou comment j'ai commencé ma thèse

entre Paris et Berlin 347

ANNE SAINT SAUVEUR-HENN

Transmission(s) 351

Les leçons qu'Hélène nous a apprises

AGATHE BERNIER-MONOD

Vers un autre monde 357

ÉLISA GOUDIN-STEINMANN

Un si grand merci 359

VALÉRIE DUBSLAFF

Une thèse en réseaux 363

ÉTIENNE DUBSLAFF

Mener à bien un travail de recherche 367



L'opportunisme situationnel

Auto-interrogation d'un historien sur son passé familial

ANDREAS FICKERS

Cet essai rend compte d'une expérience d'auto-questionnement collectif qui s'est déroulée dans le contexte du travail sur le quatrième volume des « Grenzerfahrungen. Une histoire de la Communauté germanophone de Belgique », qui se penche sur l'histoire mouvementée de la région germanophone de la Belgique dans l'entre-deux-guerres et pendant la Seconde Guerre mondiale. Inspirés par les approches de l'histoire quotidienne et générationnelle de l'histoire contemporaine récente, les biographies familiales des historiens de l'Est de la Belgique participant au recueil ont servi de point de départ à une réflexion critique sur les espaces d'expérience et les horizons d'attente de leurs grands-pères et grands-mères¹. Ceci dans le but d'explorer le rapport de tension entre les césures historiques – telles que la Première Guerre mondiale, le changement d'État, le régime de transition sous le général Baltia, l'annexion illégale d'Eupen-Malmédy par le Troisième Reich ainsi que la réintégration de la région dans l'État belge en 1945 – et les expériences biographiques et les continuités de la vie de nos propres ancêtres². Je vais illustrer cela par l'exemple de mon grand-père paternel,

1 Cette confrontation, dans le sens d'une « auto-interrogation » collective des historiens participant au volume, est au cœur de l'introduction du quatrième volume des « Expériences frontalières », que l'auteur a rédigée en collaboration avec Christoph Brüll. Voir Andreas Fickers, Christoph Brüll, « Situativer Opportunismus und kumulative Heroisierung. Ein Experiment kollektiver Gewissensprüfung », in Carlo Lejeune, Christoph Brüll et alii (dir.), *Grenzerfahrungen. Eine Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens*, vol.4 : *Staatenwechsel, Identitätskonflikte, Kriegserfahrungen (1919–1945)*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2019, p. 8–39. Le présent essai est une version fortement abrégée et révisée de ce texte. Je remercie mon co-auteur Christoph Brüll d'avoir accepté de publier cet article sous mon nom et pour ses remarques critiques sur la version remaniée du texte.

2 Christoph Brüll, Andreas Fickers : « 'Study the historian before you study the facts.' Expérience d'historiens en Communauté germanophone », in *Belgium WWII*, <https://www.belgiumwwii.be/debats/study->



en mettant l'accent non pas sur la confrontation des récits familiaux intergénérationnels et de la tradition archivistique (comme dans l'expérience initiale), mais sur la transposition du concept d'opportunisme situationnel à l'étude du cas de « Nikolaus Fickers ». Ceci dans le but de sonder la plus-value heuristique du concept en l'appliquant à un acteur historique de l'espace intermédiaire de l'Est de la Belgique³.

Comme Martin Sabrow l'a montré à l'exemple de diverses césures de l'histoire allemande du XX^e siècle, celles-ci sont reflétées de manière très différente en tant que coupures biographiques. Elles témoignent ainsi de la distance entre l'« histoire vécue » et l'« histoire connue »⁴. Les césures d'interprétation construites *a posteriori* par les historiens (par exemple celle de la « prise du pouvoir » par les nazis en janvier 1933) ne sont souvent pas en corrélation avec la perception contemporaine des bouleversements ou des changements dans la vie quotidienne. C'est la perspective biographique qui permet de problématiser ce rapport de tension. La difficulté à relier les expériences de rupture profondes de l'histoire de la vie et de l'histoire avec ce que la théorie biographique appelle la « continuité du moi » était un défi pour les personnes vivant à l'époque, tout comme elle l'est aujourd'hui pour nous, historiens⁵. Le fait que « la vie soit vécue en avant et comprise en arrière » pose tout autant un problème de sens pour les contemporains qu'un problème d'interprétation pour les historiens⁶.

Le problème des termes opposés asymétriques : « pro-belges » et « pro-allemands »

L'historiographie et l'opinion publique sur l'entre-deux-guerres en Eupen-Malmedy sont marquées par un schéma de pensée bipolaire, qui trouve son expression conceptuelle dans les deux notions asymétriques de « pro-belges » et de « pro-allemands ». Cette paire de concepts asymétriques est utilisée comme modèle d'explication central pour l'histoire polarisée de l'espace intermédiaire Eupen-Malmedy-Saint Vith pendant

the-historian-before-you-study-the-facts-experience-d-historiens-en-communaute-germanophone.html [consulté le 18 octobre 2023].

3 Pour la terminologie et la transposition du terme « espace intermédiaire » aux Cantons de l'Est, voir Christoph Brüll, Andreas Fickers, « Zeit-Räume im langen 19. Jahrhundert. Erfahrungen von Verdichtung, Beschleunigung und Beharrung », in Carlo Lejeune (dir.), *Grenzerfahrungen. Eine Geschichte der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens*, vol.3: *Code Civil, beschleunigte Moderne und Dynamiken des Beharrens im langen 19. Jahrhundert*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2016, p. 7–27 ; ainsi que Christoph Brüll, Andreas Fickers, *100 Jahre Ostbelgien (1920–2020). 8 Radioessays*, Eupen, Grenz-Echo Verlag, 2020, en particulier p. 22–38.

4 Martin Sabrow, « Deutungsäsur und Erfahrungsäsur », in Martin Sabrow, *Zeitgeschichte schreiben. Von der Verständigung über die Vergangenheit in der Gegenwart*, Göttingen, Wallstein, 2014, p. 160–177, ici p. 169.

5 Barbara Keddi, « Doing continuity als biografische Praxis », in Barbara Keddi, *Wie wir dieselben bleiben : Doing continuity als biopsychosoziale Praxis*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2011, p. 69–94.

6 Martin Sabrow, « Autobiographie und Systembruch im 20. Jahrhundert », in Martin Sabrow, *Zeitgeschichte schreiben*, p. 90–105, ici p. 90.



l'entre-deux guerres et la Seconde Guerre mondiale. « La période d'environ 20 ans qui suivit la cession fut marquée par le dualisme des 'pro-belges' prêts à s'intégrer et des 'pro-allemands' revanchards qui réclamaient un rattachement au Reich. Après l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes, ce conflit s'est intensifié et, après la conquête et l'annexion du territoire par le Troisième Reich, les 'pro-allemands' ont réglé leurs comptes sans pitié avec leurs adversaires politiques », explique Peter Quadflieg⁷.

Comme l'a montré l'historien des concepts et théoricien de l'histoire Reinhart Koselleck, de telles auto-déterminations conceptuelles ont tendance à produire des contre-concepts qui s'opposent ensuite sous la forme de contre-concepts asymétriques⁸. Ces contre-concepts asymétriques ont pour but d'exclure une reconnaissance mutuelle. Koselleck cite comme exemples les termes opposés « hellènes – barbares », « chrétiens – païens » et « Übermensch – Untermensch ». De nombreux autres exemples pourraient être ajoutés sans problème, car l'histoire est, selon Koselleck, pleine de codages duaux simplistes, et la paire de concepts asymétriques « pro-belges – pro-allemands » s'inscrit parfaitement dans cette suite. Selon Koselleck, le défi pour l'historien est d'éviter le raccourci simpliste entre le langage conceptuel et l'histoire politique. Mais pour cela, l'historien doit avoir recours à la sémantique historico-politique : elle permet de maintenir la différence entre l'histoire et son devenir conceptuel et rend ainsi possible une interprétation critique des mondes conceptuels passés.

La paire asymétrique de termes « Probelgier – Prodeutsche » exprime donc des structures sémantiques dans lesquelles se reflètent des modèles culturels et idéologiques de délimitation qui remontent loin dans l'histoire des deux peuples ou nations. Au cours des différentes phases de condensation communicative du conflit belgo-allemand à Eupen-Malmedy, par exemple pendant le débat sur l'annexion en 1919/20, le régime de transition Baltia, la montée du national-socialisme en Allemagne ou encore pendant les campagnes électorales, le couple asymétrique « pro-belge – pro-allemand » est devenu un terme symbolique qui réunit les multiples champs de tension de l'entre-deux-guerres, qu'ils soient culturels, linguistiques, sociaux ou politiques. Les structures sémantiques existant de longue date ont été enrichies de nouvelles significations au cours des expériences et ont ainsi fait partie des stratégies de communication d'auto-attribution à une époque qualifiée de « scission de la conscience nationale⁹ ».

7 Peter M. Quadflieg, compte rendu de Gerd Kleu, *Die Neuordnung der Ostkantone Belgiens 1945–1956. Politik, Kultur, Wirtschaft in Eupen, Malmedy und St. Vith*, Essen, 2007, in *H-Soz-Kult*, 22/09/2008, <https://www.hsozkult.de/publicationreview/id/reb-11455> [consulté le 18 octobre 2023].

8 Reinhart Koselleck, « Zur historisch-politischen Semantik asymmetrischer Gegenbegriffe », in Reinhart Koselleck, *Vergangene Zukunft. Zur Semantik historischer Zeiten*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1989, p. 259.

9 Andreas Fickers, « Gedächtnisopfer. Erinnern und Vergessen in der Vergangenheitspolitik der deutschsprachigen Belgier im 20. Jahrhundert », *zeitenblicke* 3, n° 1, 2004, <http://zeitenblicke.historicum.net/2004/01/fickers/index.html> [consulté le 18 octobre 2023].



Si, comme le rappelle Koselleck, nous devons prendre au sérieux la force suggestive des contre-concepts asymétriques en tant qu'expression de modèles de pensée historiques, nous devons en même temps nous en distancer de manière critique dans l'interprétation historique des structures sémantiques exprimées par ces concepts. Il faut une méthode ou un concept pour ne pas « relire et clouer au sol les rapports historiques » (Koselleck) dans cette logique binaire. Dans ce qui suit, nous tenterons de développer le concept d'opportunisme situationnel en tant que cadre interprétatif pour une historiographie critique du temps présent, qui cherche à relier les marges de manœuvre et de décision individuelles aux contraintes structurelles sociales et politiques. Au lieu de classer les personnes qui vivaient entre 1919 et 1945 dans les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith en « pro-belges » et « pro-allemands », il s'agit de rencontrer ces personnes, dans le sens d'une historiographie ouverte, en tant qu'acteurs historiques qui ont pris des décisions personnelles dans leur vie, malgré l'impact de structures politiques, économiques, sociales ou encore de traditions religieuses.

Le concept d'opportunisme situationnel

Selon le sociologue Uwe Schimank, la société moderne est une « société de décision¹⁰ ». Chaque jour, chacun doit prendre des centaines de décisions. Mais en même temps, notre quotidien se caractérise par le fait que beaucoup de choses sont déjà décidées : le système politique, le statut social, la communauté familiale dans laquelle nous naissons et grandissons existent indépendamment des actions décisionnelles individuelles. Ces structures préfigurent nos possibilités d'action et de décision, sans toutefois les définir complètement ou les limiter : elles sont l'horizon qui limite nos actions, mais qui en même temps les rend possibles¹¹. Pour reprendre les termes du sociologue Andreas Reckwitz, deux logiques sociales sont en concurrence à l'époque moderne : la « logique de l'universel » et la « logique des singularités »¹². C'est précisément dans cet « espace de possibilités » entre la structure et les options d'action individuelles que se déroule l'histoire ouverte. La temporalité de l'histoire se situe précisément dans

10 Uwe Schimank, *Die Entscheidungsgesellschaft. Komplexität und Rationalität in der Moderne*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2005.

11 Pour une réflexion sociologique de référence, voir Alfred Schütz, *Der sinnhafte Aufbau der sozialen Welt. Eine Einleitung in die verstehende Soziologie*, Vienne, Springer, 1932. Dans une perspective historiographique, voir les contributions du recueil dirigé par Thomas Mergel et Thomas Welskopp, *Geschichte zwischen Kultur und Gesellschaft. Beiträge zur Theoriedebatte*, Munich, Beck, 1997.

12 Andreas Reckwitz, *Die Gesellschaft der Singularitäten. Zum Strukturwandel der Moderne*, Francfort/Main, Suhrkamp, 2017.



ce champ de tension qui, selon Reinhart Koselleck, se constitue dans l'interaction entre l'espace d'expérience et l'horizon d'attente des gens¹³.

Les difficultés qui surgissent pour l'historien dans la reconstruction des options de décision et d'action du passé résultent des identités et des rôles multiples des acteurs historiques : selon le rôle (privé, professionnel, social), différents degrés de liberté s'offrent à l'acteur dans des situations concrètes. Comme l'a montré Erving Goffman, les acteurs prennent des décisions en fonction de la situation sur la base de schémas d'interprétation spécifiques à leur rôle¹⁴. Cela vaut également pour les périodes de crise, comme la Seconde Guerre mondiale.

Comme l'explique le psychologue social Harald Welzer, les gens sont capables d'interpréter, d'agir et de parler de manière très différente selon la situation. Nous nous autorisons un mauvais comportement en dépit de notre connaissance des codes sociaux, « nous maîtrisons aussi bien le mensonge, la contradiction et le mépris que le contraire : la confiance, l'intégrité, la reconnaissance¹⁵ ». Ce décalage entre les conceptions morales individuelles ou traditionnelles et les actes criminels dans le contexte de la dictature ou de la guerre est rendu possible par ce qu'Erving Goffman a appelé la « distance de rôle » : elle désigne la distance entre le faire et l'être, c'est-à-dire un mécanisme psychologique qui permet une perception subjective de soi qui ne se confond pas avec le rôle que l'on exerce dans une action situationnelle concrète. « C'est la distance par rapport au rôle », explique Harald Welzer, « qui permet de participer à un modèle de comportement que la personne ne se serait absolument pas autorisé à adopter peu de temps auparavant¹⁶ ».

La capacité à se surpasser

Il est étonnant de voir avec quelle rapidité des acteurs historiques peuvent prendre des décisions en fonction de la situation dans des conditions changeantes, décisions qui semblent aller à l'encontre de convictions personnelles ou de conceptions morales. Les hommes sont capables sans peine de faire coexister les points de vue et les comportements les plus différents, les ambivalences et les contradictions les plus profondes « de manière très pratique dans leurs sentiments, leurs pensées et leurs actions¹⁷ ». Cette capacité à « se surpasser », c'est-à-dire à légitimer devant soi ce que l'on a fait avec

13 Reinhart Koselleck, « 'Erfahrungsraum' und 'Erwartungshorizont' – zwei historische Kategorien », in Reinhart Koselleck, *Vergangene Zukunft*, p. 349–375.

14 Erving Goffman, *Rahmen-Analyse. Ein Versuch über die Organisation von Alltagserfahrungen*, Francfort/Main, Suhrkamp, 1977.

15 Harald Welzer, *Täter. Wie aus ganz normalen Menschen Massenmörder werden*, Francfort/Main, S. Fischer, 2016, p. 22.

16 *Ibid.*, p. 61.

17 *Ibid.*, p. 44.



un sentiment ambivalent et à le faire coïncider avec l'image que l'on a de soi, permet à l'être humain de jouer un jeu de rôles aux multiples facettes. En d'autres termes, d'expérimenter ses identités multiples non pas comme une schizophrénie, mais comme une continuité du moi.

La capacité humaine de distanciation par rapport aux rôles connaît sans aucun doute des limites, voire l'option inverse : l'identification complète d'une personne à son rôle. Dans un contexte politique, idéologique ou professionnel en constante évolution, il est toutefois difficile pour la plupart des gens de maintenir avec succès l'alignement du rôle et de la personne sur une période prolongée. Ce travail créatif sur l'image de soi se poursuit également dans la culture du souvenir en situation des récits intergénérationnels. Si la localisation situationnelle des processus de décision individuels et collectifs semble faire l'objet d'un consensus, la notion d'opportunisme situationnel exige une clarification supplémentaire. On qualifie généralement d'opportuniste une action ou un comportement qui adapte ses propres intérêts et principes normatifs aux rapports de force donnés. Dans le langage courant, agir de manière opportuniste signifie « retourner sa veste ».

En 1971, Niklas Luhmann a plaidé, dans le cadre d'une étude sociologique sur l'administration, pour une compréhension dépourvue de jugement moral de l'opportunisme au sens de la capacité à s'orienter en permanence vers des priorités et des préférences changeantes dans un monde qui évolue rapidement sur le plan matériel et social¹⁸. L'opportunisme situationnel en tant que mode de décision et d'action ne doit donc pas être assimilé à l'égoïsme, mais signifie la marge de manœuvre individuelle qui est exploitée sur la base de l'évaluation de ce qui est considéré comme opportun dans la situation concrète.

La recherche sur l'histoire de la collaboration, par exemple, a montré à quel point l'action humaine dans des situations historiques inhabituelles ou extrêmes peut être multiforme et complexe. Vivre sous ou plutôt dans un régime d'occupation oblige les gens à faire d'innombrables compromis dans leurs activités privées, professionnelles, sociales et civiles, qui ne peuvent guère être résumés par le terme de collaboration, chargé de connotations morales et éthiques. Comme l'ont montré les historiens belges Koen Aerts, Dirk Luyken, Bart Willems, Paul Drossens et Pieter Lagrou dans leur étude *Papy était-il un nazi ?*, « les motivations qui poussent à la collaboration sont nombreuses et variées : comme choix de carrière, par ambition, pour obtenir une fonction importante, par profit ou encore par opportunisme. [...] La collaboration est un fait humain universel, largement répandu et de toutes les époques¹⁹ ». Mais, soulignent-ils encore, un éventail similaire de motifs possibles pourrait également être

18 Niklas Luhmann, « Opportunismus und Pragmatik in der öffentlichen Verwaltung », in Niklas Luhmann, *Politische Planung*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1975, p. 177.

19 Koen Aerts, Dirk Luyken, Bart Willems, Paul Drossens, Pieter Lagrou, *Papy était-il un nazi ? Sur les traces d'un passé de guerre*, Bruxelles, Racine, 2017, p. 25–26.



dessiné pour le phénomène de la résistance : « Les gens s'adaptent aux changements de circonstances et sont capables d'évoluer dans différentes directions, à nouveau pour toutes sortes de raisons²⁰ ». Au lieu de tenir compte de cette multitude de motivations d'action et de possibilités de décision des hommes, l'historiographie de la période de l'occupation et de la Seconde Guerre mondiale en Belgique, comme dans de nombreux autres pays européens, était (et est encore en partie aujourd'hui) marquée par le concept asymétrique de « collaboration – résistance », dans lequel résonnent les structures sémantiques profondes du « bien » et du « mal ».

Au lieu de penser en noir et blanc, le défi consiste justement à développer une sensibilité pour les innombrables nuances de la vie, sans pour autant parler de relativisme historique. Pour échapper à ce dualisme de pensée, le néologisme de « vichysto-résistants » a été introduit dans le contexte du débat français sur la Résistance, afin de problématiser la complexité des pratiques de collaboration et de résistance actives et passives dans les parties occupées et non occupées de la France²¹. Aux Pays-Bas, les nuances et les zones grises entre la résistance, la tolérance silencieuse, l'émigration intérieure et la collaboration ouverte ont été décrites par Chris van der Heijden avec le concept de « grijs verleden » (passé gris)²².

L'exemple de Nikolaus Fickers

Dans le cadre de l'expérience d'auto-questionnement, je me suis moi aussi penché pour la première fois de manière plus systématique sur mon histoire familiale. Pour ce faire, j'ai entre autres interviewé mes parents en détail, rassemblé et numérisé les vestiges visuels et écrits relativement rares des deux branches de ma famille, et rassemblé des dossiers et des documents issus des fonds des Archives de l'État belge, en particulier des documents issus des procédures dites d'« épuration » des années d'immédiat après-guerre²³. Récemment, j'ai également pu consulter le dossier professionnel assez volumineux (120 pages) de mon grand-père dans les fonds d'archives des chemins de fer belges²⁴.

Nikolaus Fickers, mon grand-père paternel, naquit le 25 mars 1902 à Honsfeld, un petit village de la « Schneifel » (Schnee Eifel), qui appartenait encore à l'Empire allemand. Il était l'aîné de douze enfants. Ses parents, Johannes Fickers (né en 1870) et

20 *Ibid.*, p. 26–27.

21 Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants*, Paris, Perrin, 2008.

22 Chris van der Heijden, *Grijs verleden. Nederland en de Tweede Wereldoorlog*, Amsterdam, Boom, 2020.

23 Archives Générales du Royaume de Belgique, Service Archives des Victimes de la Guerre, réf. SVG-d301667 et SVG-IC673779.

24 Archives de la Société nationale des Chemins de fer (SNCB). Service du Personnel. Dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (Gestion des rémunérations et épuration), 1929–1989, Nr. 5099, Dossier N. Fickers (1902).



Katharina Jost (née en 1876), s'étaient mariés en 1901 et habitaient la maison « Schrödisch » à Honsfeld. Mon grand-père dut, à l'âge de 14 ans, travailler dur dans l'agriculture pour aider à nourrir sa famille (en raison du décès précoce de son père). De nombreux récits montrent que sa mère était très intéressée par la politique et qu'elle ne cachait pas sa loyauté envers l'empereur, bien au contraire. Elle a toujours affiché publiquement son attachement à l'Empire allemand et à l'Allemagne après le changement d'État en 1920, même et surtout lors de l'apparition du *Heimattreue Front* (Front de la fidélité à la patrie) au milieu des années trente et plus tard pendant les années de guerre.

Mon père se souvient très bien de l'engouement de sa grand-mère pour l'empereur et « le Führer » – quand « le Führer » parlait à la radio, tout le monde devait se taire dans la maison. Katharina Jost devint membre du *Heimattreue Front* (n° 516B) le 12 décembre 1936, adhéra au NSDAP après l'incorporation d'Eupen-Malmedy dans le Reich allemand et s'engagea pleinement dans la NS-Frauenschaft à partir de 1941, y faisant preuve d'un véritable fanatisme. Les dossiers ne laissent également aucun doute sur son attitude nationale-socialiste. Dans le village, ses activités nationales-socialistes lui valurent le surnom de « grand-mère Göring » ! Elle inscrit son fils Bernard (né en 1906) au NSDAP (et paie sa cotisation)²⁵ à son insu et sans son consentement ; elle soutient moralement son cadet Richard (né en 1916) dans sa décision de désertter l'armée belge en février 1940 et de s'engager volontairement comme soldat dans la *Wehrmacht*²⁶. En mai 1940, ce dernier participe à l'invasion des Pays-Bas par les troupes allemandes en tant que membre de la 7^e division d'infanterie bavaroise, où il participe à la prise d'un pont sur le canal Juliana dans le cadre d'un commando spécial camouflé en civil, ce qui lui vaudra peu après la Croix de guerre de 2^e classe. Quatre membres de la famille sont déchus de leurs droits civils et/ou politiques pour appartenance au NSDAP dans le cadre de l'épuration : Katharina Jost (déchue de ses deux types de droits, elle les récupère en décembre 1953), Bernard, Johann et Richard. Ce dernier est condamné à mort le 29 mai 1947 par la cour martiale d'Eupen en raison de ses fautes graves. Cette sentence est commuée par la cour martiale de Liège en une peine de dix ans qu'il purge à la prison de Saint Hubert. En 1951, il est libéré de manière anticipée pour bonne conduite (« avec interdiction de paraître à Eupen »). Ewald (né en 1910) ne revient jamais de la guerre et reste porté disparu.

Au vu de l'environnement familial, il est tout à fait étonnant que Nikolaus Fickers n'ait jamais pu s'enthousiasmer pour l'idéologie nationale-socialiste. C'est même le contraire qui s'est produit. Cela semble être dû à sa socialisation professionnelle réussie au sein de l'État belge. Après être devenu citoyen belge en 1920 à l'âge de 18 ans (suite

25 Ce fait est rapporté dans deux auditions différentes au cours de la procédure d'épuration par des témoins différents.

26 Le cas de Richard Fickers est présenté par Etienne Verhoeyen, *Spionnen aan de achterdeur. De Duitse Abwehr in België 1936–1945*, Anvers, Maklu, 2011, p. 266–275.



à l'intégration des anciens cantons prussiens d'Eupen et de Malmedy par les décisions du Traité de Versailles), il a rapidement fait carrière au sein des chemins de fer belges et était, avant le début de la Seconde Guerre mondiale, l'un des plus jeunes réviseurs ferroviaires (contrôleurs) de Belgique. Il a appris le français de manière autodidacte. Cet effort d'adaptation et son appartenance politique au socialisme (les « cheminots » étaient fortement syndiqués en Belgique et généralement proches du parti socialiste) expliquent probablement son attitude favorable à la Belgique. Employé avant la guerre comme « chef de train » et, à partir de juillet 1939, comme « Fahrmeister » à la gare de Saint-Vith, il exerce également cette fonction au sein de la *Reichsbahn* après l'annexion de 1940. En février 1941, il est transféré à l'Office des chemins de fer pour le transport de marchandises à Aix-la-Chapelle pour y suivre une formation complémentaire de contrôleur de train. Bien que ses supérieurs soient très satisfaits de son travail, il est informé le 3 mai 1941 qu'il est renvoyé de son poste de Saint-Vith. La raison en est une expertise négative du chef de la section locale du NSDAP à Saint-Vith, nommé Margraff. À son retour, Nikolaus Fickers rédige une lettre de réclamation qu'il envoie le 14 mai 1941 à la direction des chemins de fer du *Reich* à Cologne. Il exprime son étonnement que sa promotion ait été refusée, bien qu'il soit qualifié professionnellement et qu'il soit sans aucun doute de mentalité allemande²⁷ :

Mon retrait du service de contrôleur de train ayant eu lieu en raison du jugement politique du dirigeant cantonal, je dois admettre que le jugement était mauvais. N'étant cependant conscient d'aucune faute, et n'ayant jamais renié mon caractère allemand, je suppose que la direction cantonale, en raison de calomnies de collègues envieux, a reçu au groupe local un portrait faussé de ma personne, n'étant connu personnellement, ni de la direction cantonale, ni du dirigeant de groupe local. Je n'aurais pas du tout fait opposition à mon retrait du service de contrôleur de train si mon honneur d'Allemand n'était ainsi présenté sous un faux jour.

Car je suis né allemand, j'ai été élevé à l'allemande, et je suis resté Allemand. Les vingt ans de domination belge n'y ont rien changé. Ce n'est pas ma faute si j'ai été Belge pendant vingt ans et si j'ai dû faire service à l'État belge. J'ai accompli mon service pour l'État belge conformément au serment de service prêté à cet État, mais rien de plus que cela. Si l'administration belge reconnaît mes capacités et me nomme chef de train et plus tard *Fahrmeister*, après que j'eus réussi mes examens, alors que j'étais fonctionnaire relativement jeune, on ne peut m'en faire un reproche.

Cela m'a attiré, déjà à l'époque, l'envie et la réprobation de plus d'un camarade envieux, lesquels ne possédaient pas les capacités ou qui s'étaient vu exclure de la promotion à cause

27 La présente lettre du 14 mai 1941 fut traduite en français par les autorités belges dans le cadre des procédures d'épuration. L'original allemand n'est pas disponible dans les dossiers. Archives Générales du Royaume de Belgique, Service Archives des Victimes de la Guerre, réf. SVG-d301667.



de leur intempérance ou de leur négligence. Si j'avais été pro-belge, on m'aurait fait monter bien plus tôt à un groupe plus élevé de fonctionnaires. J'étais fier de pouvoir montrer aux Belges qu'un Allemand était aussi capable de quelque chose. Je n'ai jamais pris part à une réunion politique ou autre. Ni moi, ni mes enfants n'appartenaient à une société. Je n'étais pas membre du *Heimattreue Front* ; cependant, je crois que justement par-là, je pouvais faire plus pour l'idée allemande.

Ceci, pourrait le confirmer en tout temps celui qui a été alors le dirigeant de la Police secrète d'État à Bleialf, l'*Untersturmführer*-SS Erdmann, actuellement à Luxembourg, poste en campagne No. 2811. Ce même témoin peut être aussi être interrogé en tout temps sur mon comportement allemand. J'étais au courant de différentes choses, je n'ai cependant jamais rien trahi. [...] Pendant le temps belge, je lus constamment un journal allemand (*Die Aachener Rundschau*) et aussi un Belge, pour perfectionner ma connaissance parlée et écrite de la langue française dont j'avais besoin dans mon service.

Ma mère et six de mes frères et sœurs appartenaient au *Heimattreue Front*. Deux de mes frères se sont enfuis de l'armée belge et ont combattu à l'armée allemande pendant l'avance et à ce jour encore, ils sont soldats. L'un est titulaire de la Croix de Fer, l'autre est chef spécial (*Sonderführer*) et candidat-officier. Le dernier nommé a été jusqu'à sa fuite dirigeant du groupe local du *Heimattreue Front* dans mon village de Honsfeld-lez-Bullange. Celui-ci peut être interrogé en tout temps sur mes opinions.

En ce qui concerne mes prestations à l'école, je me permets de joindre en annexe une copie de mes certificats scolaires, lesquels m'ont été établis par mon instituteur allemand. Mes collègues ne voudront pourtant pas prétendre qu'eux aussi, je les aie acquis en raison de mes opinions pro-belges. Si mon père n'était pas décédé aussi tôt, j'aurais pu fréquenter des écoles supérieures, mais à cause de cela, ça n'a pas été possible, malheureusement. Il répugne vraiment à mon cœur de déclarer tout ceci, pourtant, lorsqu'on veut s'en prendre à mon germanisme, je dois passer à la défense, car cela, c'est une atteinte à mon honneur. Je me suis également adressé par écrit à la Direction cantonale.

Heil Hitler, Nikolaus Fickers, Saint-Vith, 16.06.1941

Mon grand-père a indiqué, lors des premières audiences des procédures d'après-guerre en 1946 et 1947, que la lettre citée ci-dessus avait été réalisée sur le conseil et à l'instigation du chef de station allemand de l'époque, Fritz Lagner, qui aurait voulu le protéger contre la pression croissante de la part des fonctionnaires locaux du parti. En effet, une déclaration sous serment de l'ancien inspecteur de la *Reichsbahn* Fritz Lagner de Berlin-Charlottenburg, datée du 27 mars 1951, est jointe au dossier et confirme les déclarations de mon grand-père. Il s'est toujours efforcé, dit-il, « d'empêcher des mesures contre Fickers ». Lorsque la situation s'est aggravée en avril 1941, probablement en raison de l'évaluation négative de la demande de promotion par le chef de district de St-Vith du NSDAP, il ne lui restait « plus qu'une seule possibilité pour sauver Fickers



et sa famille » : « J'ai écrit une demande pour Monsieur Fickers, je l'ai fait copier et signer par lui et je l'ai ensuite envoyée à la direction de la *Reichsbahn* à Cologne. Monsieur Fickers ne voulait pas [...] Ce n'est que lorsqu'il a été informé du danger qu'il courait pour lui et sa famille et que c'était la dernière et unique possibilité de les préserver du pire²⁸. »

En effet, la situation semble avoir été critique. Lorsque l'inspecteur général de la direction des chemins de fer du Reich à Cologne, Conzendorf, réagit le 20 juin 1941 à la « lettre de réclamation » de mon grand-père, il apparaît que la pression politique du parti est forte et qu'une mutation à la gare de Jünkerath est ordonnée pour le 1^{er} juillet 1941. Nikolaus Fickers s'adresse alors une dernière fois à la direction des chemins de fer de Cologne dans une tentative désespérée de classer toute cette histoire de promotion, sans doute dans l'espoir illusoire d'échapper ainsi à une mutation à Jünkerath. Mais le fait qu'il évoque même un enrôlement dans la *Wehrmacht* comme signe de sa fidélité à la patrie (*Vaterland*) montre à quel point sa situation devait être désespérée :

Je n'attache non plus guère d'importance à être ou devenir contrôleur à St.Vith. Si la direction de la *Reichsbahn* est d'avis que je ne suis plus digne d'exercer ce service, je la prie de me mettre à la disposition de la *Wehrmacht*. J'y servirai ma patrie, là où on a besoin de moi²⁹.

En effet, après trois semaines de service à Jünkerath, il fut enrôlé dans la *Wehrmacht* dès le mois de juillet et envoyé en tant que cheminot du Reich en « uniforme bleu » sur le front de l'Est – comme « personne peu fiable et à surveiller ». Il fut stationné jusqu'au milieu de l'année 1943 à Kowel (Ukraine) et Lublin et fut témoin de la déportation de la population juive³⁰. Dans le cadre du retrait de la *Wehrmacht* de Russie, il a été muté en 1943 en France, près de Paris, et s'est installé en Belgique après le débarquement des Alliés et le retrait des troupes allemandes, alors qu'il aurait dû se présenter à la direction des chemins de fer de Cologne. Il est ainsi revenu à Saint-Vith avec les Américains en août 1944, mais a dû se cacher lors de l'offensive Rundstedt et a eu très peur d'être capturé et fusillé en tant que déserteur.

Lorsqu'il est jugé en 1946, comme beaucoup d'autres Belges des Cantons de l'Est qui étaient au service d'institutions du Reich (comme la *Reichsbahn*) ou d'organisa-

28 Déclaration sous serment de Fritz Lagner, Reichsbahn-Inspektor a. D., Berlin-Charlottenburg, Friedrichstr. 25 du 27.03.1951, Archives de la Société nationale des Chemins de fer (SNCB). Service du Personnel. Dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (Gestion des rémunérations et épuration), 1929–1989, n° 5099, dossier N. Fickers (1902).

29 Rapport de la « Commission d'Enquête » de la SNCB (11 pages, ici p. 6), sans date (probablement décembre 1948), Archives de la Société nationale des Chemins de fer (SNCB). Service du Personnel. Dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (Gestion des rémunérations et épuration), 1929–1989, n° 5099, dossier N. Fickers (1902).

30 Kowel est située au cœur de l'Ukraine et constituait – du point de vue ferroviaire – un important nœud de communication du pays. En 1939, près de 50 % de la population de Kowel (environ 33 000 personnes) était juive. <https://de.wikipedia.org/wiki/Kowel> [consulté le 18 octobre 2023].



tions nationales-socialistes, l'avis de la gendarmerie est sans appel : « Il ne s'agit nullement d'un volontaire ou d'un suspect³¹. » Dans le dossier de mon grand-père se trouve un document remarquable du colonel René Mampuy, chef de la deuxième section de l'état-major général belge, le service de renseignement militaire, confirmant à Nicolas Fickers une collaboration avec la police secrète de l'État belge avant le début de la guerre :

Avant le 10 mai 1940, Fickers était foncièrement pro-belge. Il était ouvertement en désaccord avec ses frères et sœurs qui étaient des pro-allemands acharnés. Il fut en rapport avec nos services dès 1938. Il nous a régulièrement remis des renseignements sur les travaux de la ligne de Siegfried. À partir d'octobre 1939, il s'est rendu à de nombreuses reprises dans l'Eifel pour identifier les troupes allemandes qui y étaient cantonnées. Il est exact qu'il a connu un policier de Bleialf et il ne nous l'a pas caché. Il entretenait de bons rapports avec celui-ci pour écarter tout soupçon à son sujet. [...] Une lecture attentive des photocopies du dossier confirme notre opinion à son sujet avant le 10 mai, à savoir qu'il était suspect aux Allemands par suite de sa réputation de pro-belge dans les milieux du *Heimattreue Front* de St. Vith³².

D'autres témoins confirment qu'il était même prévu d'installer un émetteur radio dans sa maison afin qu'il puisse transmettre les informations correspondantes en cas d'invasion allemande, mais que cela n'a pas eu lieu en raison de l'invasion allemande précipitée de la Belgique le 10 mai 1940. Pour la Commission d'Enquête de l'Administration des Chemins de fer, il semblait également évident que ses avances à l'encontre des autorités allemandes n'avaient pas été faites par conviction patriotique³³. Dans un rapport d'enquête final, on peut lire en résumé : « Il pouvait, en effet, sérieusement croire qu'à un moment ou l'autre, les Allemands apprenant l'activité clandestine qu'il avait eue dans les services secrets pour la Belgique, auraient pris contre lui des sanctions de rigueur allant même jusqu'à la déportation. Que d'ailleurs ces craintes n'étaient pas sans fondement puisqu'aussi bien rétrogradé aux yeux de l'autorité allemande, il a été

31 « Renseignement sur le comportement civique durant l'occupation du nommé Fickers, Nikolaus. Rapport établi par Mathieu Lentz et Hubert Dumbruck de la gendarmerie de Saint Vith, 17.03.1947 », Archives Générales du Royaume de Belgique, Service Archives des Victimes de la Guerre, réf. SVG-d301667. Le 16 septembre 1947, sa procédure d'épuration est abandonnée « sans suite » : « Aucune mesure d'épuration civique n'a été prise ».

32 Rapport sur l'activité de Fickers, Nicolas avant le 10 mai 1940, par le Colonel Mampuy, Chef de la 2^e section de l'E. M. G., Bruxelles, 17 mars 1947. Archives Générales du Royaume de Belgique, Service Archives des Victimes de la Guerre, réf. SVG-IC673779.

33 Rapport de la « Commission d'Enquête » (11 pages, ici p. 7), sans date (probablement décembre 1948), in Archives de la Société nationale des Chemins de fer (SNCB). Service du Personnel. Dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (Gestion des rémunérations et épuration), 1929–1989, n° 5099, dossier N. Fickers (1902).



menacé du camp de concentration par le chef allemand qui lui exposait que c'était son comportement politique qui lui créait des ennuis³⁴. »

Malgré ces appréciations à décharge, il est condamné en décembre 1947 par la Délégation du Conseil d'Administration des Chemins de fer belges SNCB à une révocation de 18 mois pour son activité à la *Reichsbahn*, avec effet rétroactif au 7 septembre 1945. Dans les faits, il reprend son activité au service de la SNCB à partir de cette date. Bien qu'il soit considéré comme « pro-belge » dans le contexte des procédures d'épuration menées par le ministère de l'Intérieur et que la procédure d'épuration se termine sans conséquences pénales, la commission d'enquête de la Société nationale des chemins de fer belges recommande la suspension susmentionnée ainsi que la suppression des droits à pension pour les heures de travail effectuées dans la *Reichsbahn* (mai 1940 – septembre 1944). Il est en outre rétrogradé (de « réviseur » à « chef de train »).

Ces mesures pénales, qui entraînaient pour lui des pertes financières considérables, étaient motivées par le reproche de prétendues affiliations à la *Nationalsozialistische Volkswohlfahrt* (NSV) et au *Reichskolonialbund*³⁵. Mais on lui reprochait surtout d'avoir commencé à travailler pour la *Deutsche Reichsbahn* avant la capitulation officielle de la Belgique le 28 mai 1940. En effet, la *Wehrmacht* allemande avait envahi la Belgique le 10 mai et avait déjà occupé et pris le contrôle d'Eupen-Malmedy le jour même. Sur ordre du nouveau chef de gare allemand à Malmedy, presque tous les cheminots germanophones au service de la SNCB furent directement intégrés dans l'exploitation de la *Reichsbahn* et validés dans les mois qui suivirent par le *Kreisleiter* à Malmedy. En plusieurs tentatives, mon grand-père a fait appel de ces mesures qu'il jugeait injustes et injustifiées, avec finalement un succès partiel. Ainsi, lors d'une procédure finale de la « Commission de Révision » de la SNCB en 1957, il a été décidé de réduire la suspension de 18 à 1 mois et de faire valoir les droits à la retraite correspondants pour les 17 mois³⁶.

Héroïsation ou victimisation cumulative ?

Au-delà de la flexibilité interprétative avec laquelle les termes « pro-belge » et « pro-allemand » ont été utilisés (selon le contexte, ils ont été employés de manière idéolo-

34 « Exposé des faits » (11 pages, ici p. 6/7), n° 276/519, Commission de Révision, 1^{er} avril 1957, in Archives de la Société nationale des Chemins de fer (SNCB). Service du Personnel. Dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (Gestion des rémunérations et épuration), 1929–1989, n° 5099, dossier N. Fickers (1902).

35 Dans aucun dossier ne se trouvent des preuves de telles affiliations.

36 « La Commission de Révision, en sa séance du 1.4.57, estime, par 10 voix contre 1, qu'il n'y a pas lieu de maintenir la peine de 18 mois de suspension disciplinaire infligée par la Délégation du Conseil d'Administration à Fickers et propose, par 9 voix contre 2, de ramener cette peine à 1 mois », in Archives de la Société nationale des Chemins de fer (SNCB). Service du Personnel. Dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (Gestion des rémunérations et épuration), 1929–1989, n° 5099, dossier N. Fickers (1902).



gique, morale ou juridique, avec bien sûr des signes changeants selon le moment historique), les deux lettres de réclamation de mon grand-père sont une parfaite illustration de l'opportunisme situationnel. Bien qu'il fasse plusieurs fois référence à sa loyauté professionnelle envers l'État belge en tant qu'employeur, il tente d'instrumentaliser l'attitude non seulement pro-allemande, mais aussi résolument nationale-socialiste de sa mère et de ses frères et sœurs en tant que défenseurs moraux de sa cause. Bien qu'il soit lui-même un socialiste déclaré, catholique pratiquant et connu pour son attitude critique envers le national-socialisme, il était opportun, dans cette situation de crise, de citer sa connaissance d'un membre de la Gestapo et de la SS comme preuve de sa loyauté envers l'État allemand. En cherchant à attribuer le témoignage négatif du chef d'arrondissement du NSDAP au fait qu'il y avait des envieux à Saint-Vith en raison de sa carrière, il a tenté de dépolitiser la discussion. Une stratégie qui s'avéra finalement infructueuse au cours de l'été idéologique et militaire de l'année 1941, et qui le poussa, probablement en proie à un grand remords, à évoquer un enrôlement dans la *Wehrmacht* comme signe de sa loyauté envers la « patrie » (*Vaterland*).

Si les grands détails de la biographie de mon grand-père et son attitude pro-belge étaient connus dans la famille, l'évidence archivistique sur laquelle reposent les schémas ci-dessus a apporté un nouvel éclairage sur une action situationnelle qui n'était pas présente dans ce détail dans la mémoire familiale. Aucun membre de la famille n'était au courant de son activité d'informateur des services secrets belges avant la guerre. Les circonstances qui ont conduit à son enrôlement dans la *Wehrmacht* n'étaient pas non plus connues de ses enfants. Dans le récit familial, l'image dominante est celle d'un homme bienveillant, intelligent et apprécié de tous, dont l'engagement social (par exemple au sein de l'association des cheminots) a toujours été caractérisé par son action conciliatrice et réconciliatrice. Malgré l'attitude nationale-socialiste de sa mère et d'au moins deux de ses jeunes frères, il a joué un rôle important en tant que figure d'intégration au sein de la famille. Il a également rendu visite presque chaque semaine à son plus jeune frère, emprisonné à Verviers jusqu'en 1951. Ironiquement, c'est justement une description du caractère de mon grand-père par le chef de la section locale de la NSDAP qui fait mouche, lorsque celui-ci le présente comme suit dans sa lettre de rejet de sa demande de promotion : « Il s'est, en homme avisé, tenu en dehors de ce qui pouvait lui causer du dommage ; il s'est abstenu de tout ce qui pouvait troubler sa carrière et lui amener des désagréments. En bon lutteur, il était assez malin pour se retirer de tout et laisser les autres mettre la tête dans le nœud coulant³⁷ ». Cette appréciation d'un national-socialiste frénétique se lit *a posteriori* comme une reconnaissance de sa sagesse tactique dans le contexte d'un aveuglement idéologique.

37 Rapport de la « Commission d'Enquête » (11 pages, ici p. 6–7), sans date (probablement décembre 1948), in Archives de la Société nationale des Chemins de fer (SNCB). Service du Personnel. Dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (Gestion des rémunérations et épuration), 1929–1989, n° 5099, dossier N. Fickers (1902).



Le « rattrapage de l'attention portée aux victimes³⁸ » et l'émotion qui accompagne cette culture du souvenir nous placent, en tant qu'historiens contemporains, devant la tâche difficile de considérer avec une distance professionnelle les récits d'héroïsation ou de victimisation cumulative qui sont souvent aussi présents dans nos familles. Il ne faut surtout pas occulter les questions critiques concernant les complices ou les suiveurs (*Mitläufer*) potentiels. C'est dans ce champ de tension entre le « passé resenti » au niveau individuel et familial et l'approche orientée vers les problèmes et la distance critique au niveau scientifique que s'est inscrite la présente expérience d'examen de conscience collectif. La confrontation des récits familiaux et des sources d'archives nous invite, nous historiens contemporains, non seulement à utiliser le concept d'opportunisme situationnel comme cadre interprétatif pour l'analyse des actions humaines passées, mais aussi à l'appliquer de manière autoréflexive à nous-mêmes, c'est-à-dire à notre rôle de producteurs de « culture de la mémoire situationnelle »³⁹ dans le présent. De même que le comportement de nos ancêtres ne peut être saisi et compris en termes asymétriques de « coupable/victimes », de « pro-belges/pro-allemands », de même une culture de la mémoire enfermée dans un cadre de pensée dualiste d'héroïsation et de victimisation n'est pas adaptée. La question du sens doit être sans cesse posée, tant pour le passé que pour le présent.

Andreas Fickers, directeur du Centre luxembourgeois d'histoire contemporaine et numérique (C²DH), 3^e centre interdisciplinaire de l'université du Luxembourg. Il a étudié l'histoire, la philosophie et la sociologie à l'université RWTH d'Aix-la-Chapelle et à l'université de Reims Champagne-Ardenne. Il a travaillé comme professeur assistant pour l'histoire de la télévision à l'université d'Utrecht (2003–2007) et comme professeur associé pour l'histoire comparative des médias à l'université de Maastricht (2007–2013) avant de rejoindre l'Université du Luxembourg en 2013. Il dirige l'unité de formation doctorale financée par le Fonds National de Recherche (FNR) « Deep Data Science of Digital History » (D4H) et est rédacteur en chef du *Journal of Digital History*. Avec Pascal Griset, il a publié *Communicating Europe. Technologies, Information, Events* (Palgrave, 2019) et a codirigé *Zoomland. Exploring Scale in Digital History and Humanities* (De Gruyter, 2024) avec Florentina Armaselu.

38 Ulrike Jureit, « Gefühlte Vergangenheiten. Zum Verhältnis von Geschichte, Erinnerungen und kollektiven Identitätswünschen », *Vorgänge* 2, 2012, p. 16–23, ici p. 19.

39 Manuel Altenkirch, « Culture de la mémoire en situation », in Marko Demantowsky, Christoph Pallaske (dir.), *Geschichte lernen im digitalen Wandel*, Munich, De Gruyter, 2015, p. 59–76.

